

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 06 mai 2026

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° PREF/DCL/BCLUE/2026 126-0001

**À l'encontre de Sorbonne-Université – Observatoire Océanologique
sur la commune de Banyuls-sur-Mer**

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 512-8, R. 512-47 et R. 514-4 ;

VU le décret du 16 juillet 2025 portant nomination du Préfet des Pyrénées-Orientales M. Pierre REGNAULT de la MOTHE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2026-057-0001 du 26 février 2026 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 25/03/04 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral 2015078-0005 du 19 mars 2015 autorisant l'Université Pierre et Marie Curie à exploiter un aquarium de présentation au public sur la commune de Banyuls-sur-Mer ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 avril 2026 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 07 avril 2026 ;

VU les observations reçues par courrier en date du 21 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement Sorbonne-Université – Observatoire Océanologique sur la commune de Banyuls-sur-Mer est soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2016 ainsi qu'aux dispositions des arrêtés ministériels du 25 mars 2004 et du 02 février 1998 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 02 avril 2026, l'inspecteur des installations classées a constaté le dysfonctionnement de l'unité de traitement des eaux de mer, de l'absence de sécurisation du circuit d'alimentation en eau des aquariums et de la présence d'une quantité importante de moisissure dans les locaux techniques et sanitaires de l'aquarium, qui pourrait engendrer un risque sanitaire pour le personnel et les visiteurs ;

CONSIDÉRANT que les manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement dans la mesure où ils constituent une source de danger pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à la situation irrégulière de l'installation sus-visée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'établissement Sorbonne-Université – Observatoire Océanologique de respecter les dispositions des articles 6, 8, 29 et 65 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, de l'article 26 de l'arrêté du 02 février 1998 et des articles 2.1, 3.4, 4.1.2, 4.2.4, 4.4.1 et 5.1.1 de l'arrêté préfectoral 2015078-0005 du 19 mars 2015, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 -

L'établissement Sorbonne-Université – Observatoire Océanologique de Banyuls-sur-Mer, dont le siège social est situé avenue Pierre Fabre 66650 Banyuls-sur-Mer, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- des articles 6, 8, 29 et 65 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 ;
- de l'article 26 de l'arrêté du 02 février 1998 ;
- et des articles 2.1, 3.4, 4.1.2, 4.2.4, 4.4.1 et 5.1.1 de l'arrêté préfectoral 2015078-0005 du 19 mars 2015 .

Et notamment :

- la remise en état de fonctionnement de l'unité de traitement des eaux de mer avant rejet dans le milieu naturel ;
- la sécurisation, qualitative et quantitative, du circuit d'alimentation en eau de mer des aquariums publics et de recherche ;
- la réalisation d'une expertise de la qualité sanitaire de l'air sur l'intégralité du bâtiment .

ARTICLE 2 –

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées , à savoir la demande de suspension de l'activité .

ARTICLE 3 – INFORMATION DES TIERS

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, relatif à l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2 ou via l'application «Télerecours citoyen» accessible à cette adresse www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

En application de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Départemental de la Protection des Populations (DDPP), Madame la Maire de Banyuls-sur-Mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté et dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général


Bruno BERTHET